



Réponse à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 24 mai 2016 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité

Eni remercie la CRE pour le travail important mis en œuvre pour fournir aux acteurs de marché de la visibilité le plus en amont possible sur les évolutions à venir du TURPE.

Eni est conscient de la complexité de cet exercice qui est essentiel pour le bon fonctionnement du marché de l'électricité.

Eni souhaiterait, pour les prochains exercices tarifaires, que la CRE essaie de donner également de la visibilité sur les évolutions du TURPE en niveau. Une présentation a minima de la demande des gestionnaires de réseau aurait permis d'avoir un ordre de grandeur de l'évolution du TURPE liée aux coûts des opérateurs et qui viendra se cumuler aux évolutions en niveau liées à la structure du TURPE.

Question 1: Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?

Eni n'est pas favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous à l'issue de deux années de mise en œuvre de TURPE5.

Les périodes de 4 ans de régulation des tarifs d'utilisation des réseaux permettent aux gestionnaires de réseaux, aux fournisseurs et in fine aux consommateurs d'avoir une visibilité et une stabilité sur les règles applicables sur cette période. Cette visibilité sur 4 ans est nécessaire pour stabiliser les SI et les processus opérationnels, pour développer des offres innovantes et pluriannuelles. Ce point est d'autant plus important que le TURPE est relativement structurant pour les offres des fournisseurs (en niveau et en structure) et qu'il constitue l'un des rares paramètres « à peu près stable » pour le marché de l'électricité.

Par ailleurs, les nouveaux usages identifiés par la CRE (Linky, autoproduction et autoconsommation, véhicule électrique, etc.) ne sont pas à un stade de déploiement ou de maturité pouvant conduire à une utilisation structurellement et massivement différente des réseaux d'électricité pendant la période TURPE5.

En conséquence, Eni propose d'attendre la fin de la période TURPE5 pour disposer d'un retour d'expérience suffisant qui permettra, le cas échéant, d'ajuster structure du TURPE.

Question 2: Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?

Eni est favorable à une expérimentation du regroupement proposé par erdf.

En effet, ce service pourrait représenter un vrai intérêt pour certaines catégories de clients, même si les risques identifiés par la CRE sont réels. Cette expérimentation permettra de vérifier l'intérêt d'un tel service et de mieux qualifier et quantifier les risques associés, avant une pérennisation, le cas échéant, selon des modalités adaptées.



Question 3: Si vous êtes promoteur immobilier ou gestionnaire d'immeuble, seriez-vous intéressé par la mise en place de ce dispositif ? Sous quelles modalités ?

Eni n'est pas concerné.

Question 4: Etes-vous favorable au lissage de l'augmentation de la part puissance prévue en BT \leq 36 kVA ?

Compte tenu de l'impact de cette évolution eni est favorable à ce lissage.

Eni souhaite tout de même attirer l'attention de la CRE sur l'impact de cette évolution pour les clients contre modulés. Ils se verraient appliquer un terme tarifaire plus important alors que l'impact de leur consommation pendant les heures les plus tendues ne serait pas significatif.

Question 5: Quelle est votre analyse de la méthode d'allocation des coûts de réseau proposée par la CRE ?

Compte tenu du niveau d'information dont il dispose et de la complexité des modèles utilisés, Eni n'est pas en mesure d'analyser ou de porter un jugement sur cette méthode et sur les conclusions qu'en tire la CRE.

Eni fait dès lors confiance à la CRE concernant la prise en compte de l'aléa climatique (basé sur l'historique de 10 ans) dans la méthode d'allocation des coûts de réseaux. Si cette méthode est de nature à mieux représenter l'usage d'un consommateur fortement modulé en fonction du niveau de tension, eni y est donc favorable.

En revanche, eni n'est pas favorable à une anticipation du comportement des clients équipés d'un compteur Linky et choisissant un tarif à 4 plages temporelles. Cette anticipation ne repose sur aucun retour d'expérience que ce soit sur le nombre de clients concernés (sur les 40% au maximum de clients équipés d'un compteur Linky à la fin de l'année 2018, combien choisiront le tarif à 4 plages temporelles ?) ou sur la portée et l'impact des efforts d'économie d'énergie qui pourraient être réalisés (appropriation du compteur, offres des fournisseurs...). Compte tenu de ces incertitudes importantes, eni juge préférable d'attendre TURPE 6 pour tirer les enseignements de l'arrivée de Linky sur le comportement des clients.

Question 6: Etes-vous favorable à la prise en compte progressive de l'évolution de la répartition des coûts entre HTA, BT $>$ 36 kVA, et BT \leq 36kVA ?

Eni est favorable à la prise en compte progressive de l'évolution de la répartition des coûts tant que cela reflète assez précisément les coûts par niveaux de tension.

Question 7: Etes-vous favorable à l'utilisation de la méthode spécifique proposée par la CRE pour la construction du tarif BT LU ?

Eni est favorable à la méthode proposée pour la construction des tarifs LU visant à éviter tout effet d'aubaine.



Question 8: Etes-vous favorable à la mise en œuvre progressive, à un rythme annuel, du recalage lié à l'introduction d'un tarif à quatre plages temporelles ?

Comme expliqué à la question 5, Eni considère qu'il est beaucoup trop prématuré d'anticiper un tel recalage, même de manière progressive, compte tenu des incertitudes importantes sur la souscription du tarif à 4 plages temporelles et ses conséquences sur le comportement des clients.

Par ailleurs, compte tenu du déploiement progressif de Linky, ce recalage serait discriminatoire pour les clients qui ne seront pas équipés d'un compteur Linky et qui supporteraient donc ce surcoût sans pour autant bénéficier des avantages de l'horosaisonnalité des tarifs liée au compteur Linky.

Enfin, compte tenu des difficultés pour répercuter les hausses de coûts dans les tarifs de vente réglementés, il nous paraît préférable d'éviter une inflation trop importante du TURPE en l'absence de visibilité de l'impact réel de Linky sur le comportement des utilisateurs.

Question 9: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTB 3 ?

Eni est favorable à la grille tarifaire proposée en HTB3.

Question 10: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTB 2 et HTB 1 ?

Eni est favorable au maintien des grilles existantes afin de permettre au sein de ce niveau de tension une certaine continuité et une bonne représentation des coûts en fonction du mode de consommation des utilisateurs en HTB1 et HTB2 (application plus fine des coefficients tarifaires en fonction de la durée d'utilisation).

Question 11: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour les domaines de tension HTB 3, HTB 2 et HTB 1 ?

Eni n'a pas de remarques à formuler.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir une tarification à la puissance souscrite ?

Comme indiqué par la plupart des acteurs du marché, la puissance souscrite est l'un des éléments les plus importants du marché de l'électricité.

A ce titre une évolution des règles aurait nécessité un effort d'adaptation important pour l'ensemble des acteurs du secteur (comportement, offres, SI, règles opérationnelles, etc.) pour un gain relativement mineur en termes de simplification.

Eni est donc favorable au maintien d'une tarification à la puissance souscrite.

Question 13: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le modèle quadratique actuel pour la facturation des dépassements en HTB 2 et HTB 1 ?

Eni est favorable au maintien du modèle proposé pour la facturation des dépassements.



En effet, l'ensemble des clients sur ce niveau de tension dispose d'un dispositif de télérelève permettant le calcul des dépassements sur chaque plage temporelle.

Par ailleurs, les clients concernés peuvent optimiser leur puissance souscrite par poste en fonction de leur mode de consommation grâce à un historique précis.

Question 14: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à autoriser la modification de puissance en cours de mois uniquement pour l'avenir avec un préavis de 3 jours ?

Eni est favorable à cette proposition permettant en effet de simplifier les modifications de puissance souscrite et de les prendre en compte plus rapidement.

Question 15: Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE concernant les propositions de RTE destinées aux industriels ?

Eni est en accord avec l'analyse de la CRE concernant les propositions de RTE destinées aux industriels. Il est en effet essentiel d'avoir un traitement le plus homogène possible entre les différents utilisateurs quel que soit leur niveau de raccordement.

Question 16: Etes-vous favorable à la première proposition de la CRE consistant à recentrer l'application du dispositif d'écrêtement grand froid sur les périodes de froid rigoureux ?

Eni est favorable à la proposition de la CRE de recentrer le dispositif d'écrêtement grand froid aux seuls jours de froid rigoureux.

Question 17: Etes-vous favorable à la seconde proposition de la CRE visant à limiter l'application du dispositif d'écrêtement grand froid aux seules situations de froid rigoureux où l'aléa climatique est localement plus fort qu'au niveau national ?

Cf question 16.

Question 18: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à étendre la période d'application des dépassements ponctuels programmés à l'ensemble de l'année tout en excluant les périodes de pointe fixe et de pointe mobile fondée sur la période PP1 ?

Eni est favorable à cette proposition qui vise à limiter ces dépassements ponctuels programmés à toute l'année sauf les périodes de pointe fixe et mobile.

Pour autant, il paraît difficile de concilier les plannings de travaux des sites industriels, qui nécessitent un minimum d'anticipation et de préparation, avec les périodes PP1, dans la mesure où les jours PP1 ne sont pas connus à l'avance.

Dès lors, il sera important que les gestionnaires de réseau informent clairement les clients, au moment de la demande, du risque de non prise en compte de l'activation de ces dépassements ponctuels programmés.



Question 19: Etes-vous favorable à la proposition de RTE visant à permettre le report de charge pour les utilisateurs disposant d'au moins une autre alimentation principale ou d'une alimentation de secours ?

Eni n'a pas d'avis sur ce point.

Question 20: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à créer un type de contrat amont J-1 sur le modèle de celui existant pour les producteurs afin d'appliquer les nouvelles dispositions de reports de charge?

Eni n'a pas d'avis sur ce point.

Question 21: Avez-vous des remarques sur les nouvelles règles proposées ?

Eni n'a pas d'avis sur ce point.

Question 22: Faut-il prévoir des modalités transitoires pour l'application de ces nouvelles règles ? Si oui, pouvez-vous préciser quels moyens devront être mis en œuvre et les échéances associées ?

Eni n'a pas d'avis sur ce point.

Question 23: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTA ?

Eni est favorable de manière générale à la mise en place de grilles tarifaires plus représentatives des tarifs souscrits et de la couverture des coûts. Eni confirme que supprimer la formule concave est de nature à simplifier la compréhension générale des tarifs et améliorer la lisibilité des grilles tarifaires.

Eni est en accord sur la coordination de la pointe mobile sur les heures PP1 du mécanisme de capacité. Cela permet de faciliter la lisibilité des signaux de tension existant sur le réseau et d'homogénéiser ces périodes de très forte demande avec un mécanisme qui a été établie pour représenter ces périodes de forte tension.

Question 24: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour le domaine de tension HTA?

Eni n'a pas de remarque sur l'évolution en structure proposée.

Question 25: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en BT > 36 kVA?

Eni est favorable à la forme des grilles proposées car nous comprenons qu'il y a une volonté de simplification ce qui est nécessaire pour une bonne lecture du tarif d'acheminement.

De plus la grille proposée en BT > 36 kVA prévoit un recalage à la hausse du tarif pendant les heures les plus chères de l'année. Ce principe est cohérent avec la volonté de représenter au mieux l'horosaisonnalité dans les tarifs tout en couvrant les coûts du gestionnaire de réseau.



Eni est également favorable au maintien de la mesure transitoire permettant aux utilisateurs de choisir leur option tarifaire pendant une période de 6 mois et non de 12 mois consécutifs.

Question 26: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Eni n'a pas de remarques sur les grilles proposées et comprend que les grilles BT > 36 kVA sont désormais dimensionnées pour que le client soit incité à la réduction de son taux d'utilisation pendant les heures les plus chères de l'année afin de réduire sa facture sur ces heures.

Question 27: Etes-vous favorable aux modalités envisagées par la CRE pour la mise en place d'un tarif à quatre plages temporelles en basse tension ≤ 36 kVA ?

Eni considère que la création d'un tarif horosaisonnalisé lié au déploiement du compteur Linky devrait permettre aux clients par le biais de leur fournisseur de souscrire le tarif d'acheminement le plus adéquat.

Eni est favorable au maintien de la disposition transitoire de 6 mois proposée par la CRE pour le choix de l'option tarifaire, si cette possibilité de souscription transitoire est liée au déploiement du compteur Linky chez le consommateur et non pas à la date d'entrée en vigueur du TURPE 5.

Question 28: Etes-vous favorable au maintien de la possibilité de souscrire la puissance par pas de 1 kVA pour les utilisateurs équipés d'un compteur adéquat ?

Eni est favorable au maintien de cette possibilité de souscrire par pas de 1 kVA pour les clients concernés.

Question 29: Etes-vous favorable à la suppression des plages de puissance en BT ≤ 36 kVA ?

Eni est favorable à la suppression des plages de puissance.

Question 30: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles proposées par la CRE pour le domaine de tension BT ≤ 36 kVA ?

Eni n'a pas de remarques à formuler.

Question 31: Etes-vous favorable à la tarification des dépassements de puissance telle que proposée par la CRE ?

Eni est favorable à la proposition de la CRE concernant la tarification des dépassements de puissance.

Question 32: Etes-vous favorable à la suppression de la composante de dépassements ponctuels programmés en HTA ?

Eni est favorable à la suppression de cette composante si sa très faible utilisation est avérée.



Question 33: Etes-vous favorable à une composante de comptage unique pour tous les utilisateurs non-propriétaires de leur compteur en BT ≤ 36 kVA?

Eni est favorable à la mise en place de cette composante de comptage unique pour les clients, quelle que soit leur puissance souscrite. Ce point apparaît logique au vue du déploiement des compteurs Linky sur l'ensemble du niveau de tension BT ≤ 36 kVA.

Question 34: Etes-vous favorable à la création d'une composante de gestion unique et spécifique aux autoproducteurs ?

Eni est favorable à la mise en place de cette composante de gestion unique spécifique aux autoproducteurs car elle simplifiera l'application du TURPE et permettra de réduire le cout du TURPE pour les consommateurs/producteurs.

Une attention devra être portée aux aspects contractuels, étant donné que le cadre contractuel sera modifié et passera à un contrat unique qui s'étend à la production en plus de la consommation.

Question 35: Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante tarifaire de gestion unique, les conditions de rémunération des fournisseurs par les GRD au titre de la gestion de la relation contractuelle avec les utilisateurs étant par ailleurs définies dans les contrats et protocoles liant les GRD et les fournisseurs ?

Cf question 37

Question 36: Le cas échéant, êtes-vous favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD ?

Cf question 37

Question 37: Dans la perspective d'un encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD, quelles modalités de rémunération seraient les plus adaptées ?

Eni partage l'analyse de la CRE sur les conséquences du contrat unique pour le fournisseur et le GRD : le rôle d'intermédiaire confié au fournisseur le conduit à gérer pour le compte du GRD, et au bénéfice des consommateurs finals concernés, une partie de la relation avec les utilisateurs pour l'accès au réseau.

Cette gestion fait porter un coût au fournisseur lié à l'accès au réseau qui est indéniable puisque les fournisseurs ont dû déployer des moyens humains et techniques pour assurer ces missions. Par ailleurs, l'existence de ce coût de gestion est reconnue par la CRE dans la mesure où ERDF facture à travers le TURPE une composante de gestion spécifique destinée à couvrir les coûts liés à l'accomplissement de ces missions lorsqu'il assure directement la relation contractuelle avec le consommateur final dans le cadre d'un contrat dit « CARD ».

Eni n'est pas opposé au principe d'une composante tarifaire de gestion unique, à condition que cette composante soit définie en prenant en compte l'ensemble des coûts directs (coûts internes de gestion



pour les clients avec un CARD) et indirects (rémunération des fournisseurs pour la gestion des clients en contrat unique) supportés par ERDF au titre de la gestion de la relation avec les utilisateurs.

Pour eni, l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs ne fait pas débat dans la mesure où la CRE à travers ses missions devra :

- analyser et décider de la couverture ou pas des coûts versés par ERDF pour rémunérer les fournisseurs dans la cadre de l'élaboration du TURPE. Dans ces conditions, ERDF sollicitera de toute façon une validation de la part de la CRE avant la signature de tout accord ou contrat avec un fournisseur, comme cela est déjà la pratique avec le contrat de prestations de services en vigueur ;*
- veiller à la non-discrimination des fournisseurs pour la détermination de cette rémunération. A ce titre, pour assurer l'équité du dispositif, il est impératif que la CRE prenne en compte la réalité des situations de chaque catégorie de fournisseurs notamment en termes d'effet d'échelle, qui se traduisent par des coûts de gestion différents ;*
- veiller au bon fonctionnement du marché au bénéfice du consommateur final. A ce titre, la CRE peut décider, comme cela a été le cas dans d'autres secteurs ouverts à la concurrence, de mettre en place des mesures ayant pour objectif d'améliorer le fonctionnement du marché, telles que l'application asymétrique de la rémunération des fournisseurs pour la gestion des utilisateurs du réseau d'ERDF.*

Eni considère que la rémunération des fournisseurs par les GRD doit a minima couvrir les coûts de gestion supportés par ces fournisseurs. Compte tenu, de l'impact de la taille du portefeuille sur les coûts de gestion :

- il ne serait pas équitable de fixer le montant unitaire de la rémunération par utilisateur sur « un coût de gestion unitaire moyen » pour ERDF calculé sur la base d'un parc de plus de 35 millions d'utilisateurs, dans la mesure où tous les fournisseurs ne bénéficient pas de cet effet d'échelle ;*
- il serait normal de prendre en compte la taille du portefeuille à travers une rémunération unitaire par utilisateur qui serait dégressive par paliers en fonction de la taille du portefeuille ;*
- cette rémunération devra également être différenciée par segment de clients car le coût de gestion d'un client « type entreprise » est plus important que celui d'un particulier.*

Enfin, ERDF n'étant pas le seul GRD actif en France, eni demande à la CRE de clarifier et d'homogénéiser les conditions d'accès aux réseaux des ELD pour les fournisseurs concernant la prise en charge de la part acheminement des impayés et la rémunération des fournisseurs pour la gestion de la relation avec les utilisateurs de leurs réseaux.

Question 38: Êtes-vous favorable à la fixation du niveau du tarif d'injection sur la base d'une estimation du coût des pertes générées par l'énergie exportée et du coût des pertes facturées à RTE au titre du mécanisme de l'ITC ?

Eni n'a pas d'avis sur le sujet.



Question 39: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'uniformiser le mode du financement de l'ensemble des réserves ?

Eni est en accord avec les propositions de la CRE concernant l'uniformisation du mode de financement de l'ensemble des réserves.

Autres remarques :

Eni souhaiterait que le remplacement des termes « hiver » et « été » par « saison haute » et « saison basse » et leur application au cours de l'année soient pérennes, a minima pendant toute la période TURPE5 pour simplifier la mise en œuvre dans les SI et les offres commerciales.